

# La désertification a le visage d'une femme

**FANNIE MUTEPFA** explique que la dégradation des terres frappe davantage les femmes, mais que ces dernières sont souvent laissées de côté par les efforts visant à la combattre

Les femmes, qui représentent les deux tiers d'environ 1,3 milliard de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, sont davantage touchées par la dégradation des terres que les hommes. Le fait qu'elles dépendent des ressources naturelles pour assurer la survie et la subsistance de leurs ménages les y rend particulièrement vulnérables. Elles manquent souvent des moyens de gagner leur vie autrement, elles sont moins à même d'investir dans la gestion durable des terres, et elles sont donc contraintes d'exploiter encore davantage leur fragile environnement.

## La sagesse ancestrale

La raréfaction du bois de feu place un lourd fardeau sur elles dans la mesure où il leur faut souvent aller plus loin pour en ramasser ou se rabattre sur des formes d'énergie la plupart du temps inefficaces et polluantes, comme la bouse de vache. Beaucoup de gouvernements et d'ONG ont redoublé d'efforts pour réduire la déforestation en leur fournissant d'autres sources d'énergie à usage domestique telles que l'énergie solaire, le biogaz et le vent. Cependant, il

faudrait faire participer plus directement les femmes à l'élaboration de ces programmes. Le coût élevé de l'énergie renouvelable est une contrainte de premier ordre pour elles et on devrait tout faire pour la rendre abordable.

La biodiversité végétale et animale disparaît avec les forêts, qui sont une importante source de fruits, de remèdes et de produits naturels pour les femmes vivant en milieu rural. La plupart des communautés de l'Afrique australe sont tributaires des fruits sauvages et des racines pendant les années de sécheresse. Les femmes ramassent des insectes et des vers de terre dans les forêts. Les champignons des bois fournissent également une importante source de protéines à beaucoup de ménages en milieu rural. Les femmes des villages savent – grâce à la sagesse traditionnelle transmise oralement – quels sont les arbres qui fournissent des remèdes. Leur perte représente donc un grave problème pour elles, dans la mesure où ce sont elles qui s'occupent des malades dans les foyers et les communautés, en particulier face à la pandémie de VIH/Sida. Les bois fournissent également les matériaux utilisés pour tresser des paniers et d'autres artisanats villageois.

Le déclin de la fertilité des sols suite à la dégradation des terres réduit le rendement des cultures et compromet la sécurité alimentaire des ménages. Cela touche particulièrement les femmes, puisqu'elles sont responsables de la préparation des repas et de la cuisine. Cela les

frappe aussi particulièrement dans leurs activités agricoles, car elles ne peuvent pas se permettre d'acheter des engrais artificiels et sont forcées à la place de ramasser des résidus végétaux et d'autres formes d'engrais organiques, ce qui représente souvent une corvée physique insoutenable. De même, le prix des semences de petite taille résistant à la sécheresse n'est pas calculé de façon à inciter les producteurs femmes à les acheter. Elles sont donc forcées à continuer à produire des cultures inadaptées, ce qui se solde par des échecs et par une diminution des rendements. Il est donc nécessaire d'effectuer des recherches, avec leur pleine participation, pour mettre au point des cultures capables de bien pousser sur des sols appauvris.

## Le règlement des conflits

Les conflits environnementaux à propos de ressources naturelles en diminution – comme les pâtures, les sources d'eau douce et les forêts – sont en augmentation dans beaucoup de régions rurales d'Afrique. Les hommes se trouvent d'habitude au premier rang, étant donné que l'enjeu de la lutte est en général la possession et le contrôle de ces ressources. Les femmes tendent à être laissées de côté lors de l'arbitrage et du règlement des conflits, ce qui a pour résultat que les solutions adoptées ne correspondent pas toujours à leurs besoins.

La dégradation des terres accélère l'urbanisation. Tous les ans, des hommes valides quittent les communautés rurales pour tenter de trouver un emploi en ville. Ils laissent souvent leurs femmes derrière eux pour qu'elles s'occupent de la famille et de ses biens, et pour qu'elles remplissent des fonctions productives au sein de leur communauté, ce qui leur impose un fardeau supplémentaire. Par exemple, le profil de population d'un village rural typique du Zimbabwe comprend : quelques vieillards, encore plus de vieilles femmes, très peu d'hommes jeunes et d'âge moyen, beaucoup de femmes d'âge moyen et un assez grand nombre de jeunes enfants. Cela ne permet sûrement pas un partage équitable des responsabilités au sein de la communauté.

Les Programmes d'action nationaux africains (PAN) définis dans le cadre de la Convention sur la lutte contre la désertification révèlent des lacunes manifestes en ce qui concerne les interventions spécifiques en faveur des femmes. Bien que la plupart soulignent des thèmes prioritaires tels que l'intégration de la gestion des terres et de l'eau, la fourniture de sources alternatives d'énergie, les systèmes d'information et la recherche-développement, ils n'ont pas été analysés



Mark Edwards/Still Pictures



Mark Edwards/StillPictures

dans une perspective sexospécifique qui viserait à définir des interventions pour répondre aux besoins découlant des rôles et responsabilités des deux sexes. Le Groupe d'étude sur l'éducation et l'égalité entre les sexes, constitué dans le cadre du Projet du Millénaire, a noté trois dimensions visant à donner davantage de pouvoir aux femmes pour renforcer leur participation au développement : l'égalité des capacités, mesurée par la santé et l'éducation; l'égalité de l'accès aux opportunités et aux ressources; et la capacité des femmes à revendiquer leurs droits et à participer à la prise de décisions. Les Programmes d'action nationaux mis en œuvre pour lutter contre la dégradation des terres et la désertification ignorent ces dimensions critiques.

La Convention s'enorgueillit d'être le fer de lance de processus participatifs or on constate que les Programmes d'action nationaux adoptent une vue générale des communautés, sans les désagréger par sexe, par âge et par classe. L'examen d'une liste des projets inclus dans ces programmes révèle que très peu d'entre eux ont les femmes comme seules bénéficiaires cibles. Les projets d'énergie renouvelable, par exemple, peuvent réduire les difficultés auxquelles elles font face pour se procurer du bois de feu, mais leur forme et leur adaptation actuelles échouent souvent à prendre en compte leurs soucis et leurs besoins.

La majorité des rapports soumis au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention mentionnent à peine leur rôle stratégique dans la conservation des ressources naturelles, dans l'amélioration de l'environnement économique et de la connaissance du phénomène qu'est la désertification et dans la surveillance et l'évaluation des effets de la sécheresse. Les femmes jouent un rôle critique au sein des entreprises communautaires génératrices de revenus telles que les boulangeries, la couture et la confection de vêtements, la production de savon et la poterie. Cependant, les programmes échouent à définir clairement les incitations que les gouvernements devraient mettre en place pour créer un environnement favorable à ces activités.

L'amélioration de l'information et de

la communication, ainsi que la fourniture de technologies alternatives, est susceptible d'aider les femmes, à condition qu'elle se fonde sur une consultation et une participation approfondies au cours de l'élaboration, de la formulation et de la mise en œuvre des plans. Sans cela, les projets échouent souvent parce qu'ils sont élaborés sur la base d'une information non pertinente ou qui ne prend pas correctement en compte les spécificités propres aux deux sexes. Cela a été patent, par exemple, lorsque, dans le cadre d'un projet mené en zone rurale au Zimbabwe, des femmes ayant obtenu des fours en terre efficaces du point de vue énergétique les ont à peine utilisés et ont continué à se servir de leurs fours traditionnels. La consultation avait été tellement inadaptée que certaines des casseroles qu'elles utilisaient ne pouvaient pas entrer dans les fours. Elles ne comprenaient pas bien quels étaient les matériaux qui pouvaient rendre les fours en terre plus résistants, et les efforts de formation à la construction de nouveaux fours étaient limités. Cela montre que les femmes doivent être incluses dans le développement et l'adaptation des technologies pour que ces dernières conviennent à leurs besoins.

### Informer les communautés

Les centres et kiosques communautaires d'information suscitent un engouement croissant dans beaucoup de pays africains, y compris au Zimbabwe, mais il n'est pas clair si les femmes ont été consultées quant à leur emplacement et à leur mode de fonctionnement pour qu'elles puissent y faire appel tout en continuant à effectuer leurs autres tâches communautaires. Elles doivent également être consultées sur la nature des informations fournies, pour que ces centres leur donnent des connaissances techniques pour l'amélioration de la production et du recueillement de l'eau, la gestion des parasites, le traitement et le stockage des variétés de semences écologiquement adaptées, les intrants agricoles, les marchés et la tarification des produits.

L'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont indiqué que leurs programmes de réformes agraires étaient décisifs pour la lutte contre

la dégradation des terres. Le programme de réforme agraire du Zimbabwe stipule que 25 % des terres devraient être allouées à des femmes célibataires, veuves et divorcées. Cela n'est que le début d'un processus visant à doter les femmes de moyens d'autonomie totale. Avec la propriété foncière, elles seront à même d'emprunter et d'investir dans une production durable, ce qui augmentera leurs gains financiers. La réforme agraire devrait fournir un environnement propice permettant le partage du savoir autochtone entre les femmes de différentes communautés. Elle pourrait prévoir des incitations économiques telles que des crédits spéciaux pour leur permettre de se lancer dans l'élevage. Elle devrait également comprendre la gestion durable des terres, les bilans environnementaux et la surveillance et l'évaluation de l'environnement, en mettant particulièrement l'accent sur les tâches que les femmes remplissent le mieux. Les femmes pourraient en particulier apprendre à reconnaître les modifications de l'environnement et la dégradation des terres.

### Le développement des capacités

On a beaucoup parlé de la nécessité d'intégrer les femmes dans la gestion de l'environnement et de leur donner les moyens d'agir et il existe de nombreux instruments de politique à cet effet. Mais il reste encore beaucoup à faire sur le terrain pour s'assurer qu'elles deviennent les vrais gestionnaires de l'environnement. L'introduction de la sexospécificité dans les politiques doit devenir pratique courante, par le biais d'un renforcement efficace des capacités et de la coordination institutionnelle. La mise en œuvre de la Convention devrait s'attaquer aux inégalités fondamentales de structure et de système entre les sexes, faute de quoi le développement durable restera à jamais de la simple rhétorique ■

*Fannie Mutepfa est Coordinatrice internationale du Parc transfrontalier du Grand Limpopo et elle est membre du Conseil d'administration de l'Agence pour la gestion de l'environnement du Zimbabwe.*